

Classes moyennes: des espèces menacées?

PAR LOUIS CHAUVEL*

Un nombre croissant de pays développés, en Europe, en Amérique et ailleurs, quittent leur ancien modèle social centré sur des classes moyennes homogènes – un modèle qui avait prévalu dans les années 1970 – pour prendre une autre direction, plus inégale et polarisée entre des élites gagnantes et une classe moyenne inférieure en cours de paupérisation. Certains pays qui avaient résisté des années à la tendance, comme la Suède ou l'Allemagne, semblent suivre la voie. Le Luxembourg ne semble plus faire exception; mais ici l'expansion des inégalités reste modérée, comme l'ont montré encore récemment la Stac et le Ceps. Cette question, qui sera débattue le 8 janvier à la Chambre de commerce par un panel introduit par Serge Alegrezza, a fait l'objet voilà quelques mois d'une importante publication à l'Oxford University Press 2013: *Income Inequality – Economic Disparities and the Middle Class in Affluent Countries*. Ces travaux développés au Grand-Duché dans le cadre du Luxembourg income study (LIS) permettent de comprendre où se trouve le Luxembourg dans cette dynamique mondiale, et de pointer les périls et les atouts du pays.

Un statut stabilisé

Il faut avant tout définir les classes moyennes. Nous sommes loin aujourd'hui du XIX^e siècle où «classe moyenne» au singulier était avant tout un ensemble fait de petits patrons, d'artisans et de commerçants, d'un côté, et de fonctionnaires de l'autre, à l'époque où Karl Marx prophétisait leur paupérisation absolue dans l'enfer capitaliste. La réalité du XX^e siècle ne lui a pas donné raison. Au début du XXI^e siècle, les classes moyennes se définissent en premier lieu par leur statut: ce sont des salariés et des indépendants qualifiés, disposant d'un savoir-faire certifié par des diplômes et d'une position sociale reconnue et stabilisée par un statut protecteur, par des assurances privées et publiques, par un petit patrimoine, des acquis leur permettant de maintenir leur avenir et de transmettre quelque chose à leurs enfants. Leur participation syndicale, associative ou politique leur permet aussi de contrôler un peu mieux leur quotidien que n'avaient pu le faire leurs grands-parents.

Le blue jean et le barbecue

En second lieu, il existe une définition plus socioculturelle, en s'observant d'un mode de vie, un niveau de consommation, la possibilité de s'offrir quelques semaines de vacances par an, une alimentation équilibrée, une pratique sportive régulière: tout cela contribue à forger une identité de classes moyennes. Certains ont vu dans l'accès à l'automobile le véritable seuil d'entrée dans les classes moyennes; d'autres ont vu dans le blue jeans et la pratique du barbecue des éléments identitaires centraux. Il reste que cette définition identitaire est très floue, au point que dans la plupart des pays

Pays	Gini index (Eurostat Silc 2011)	Taille de la classe moyenne 75-125 du revenu median (%)	Changement de taille de la classe moyenne (1985-2005)
 Autriche	27	43	-5,6
 Danemark	28	41,1	-0,2
 Finlande	27	41,1	-7,1
 France	31	42,8	1
 Allemagne	28	40,5	0,6
 Italie	31	36,4	-2
 Luxembourg	27	39,7	0,7
 Norvège	24	48,5	1,7
 Suède	25	43,1	-6,7
 Royaume-Uni	33	33,8	-2,3
 Etats-Unis	37	39,4	-0,6
	SILC EUROSTAT	SILC EUROSTAT	LIS

Graphique: Sabina Palanca

développés, deux tiers à quatre cinquièmes de la population se sentent appartenir aux classes moyennes, ce qui peut sembler excessif.

Seuils de revenus

La troisième définition, plus stricte, est économique et fondée sur des seuils de revenus. Malgré ses limites, elle est plus propice à la comparaison. Pour la plupart des spécialistes mondiaux du domaine, il convient de définir les classes moyennes comme le groupe des individus dont le revenu est situé entre 75 à 125 % de la médiane nationale, cette médiane étant le niveau de vie situé à l'exact milieu de la société et la divisant ainsi en deux parties de taille égale. Cette définition est un peu étroite: elle ne tient pas compte de la sécurité de l'emploi, ni du patrimoine, ni du mode de vie, etc. Pour autant elle permet de mesurer le degré auquel les inégalités se développent au milieu même de la société.

Inégalités versus polarisations

Le livre du LIS confirme et généralise ce constat développé par Anthony Atkinson sur les États-Unis et de nombreux pays, en particulier dans la sphère anglo-saxonne: les inégalités économiques augmentent fortement, et en même temps la classe moyenne est écartée entre des segments paupérisés et ceux qui font leur place dans les classes moyennes supérieures. Les deux phénomènes sont très fortement corrélés: croissance des inégalités et polarisation des classes moyennes vont globalement ensemble.

Pour autant, certains pays ont des formes spécifiques: en 1980, dans les pays nordiques, la très large et homogène classe moyenne dissimulait encore des poches de pauvreté et quelques très hauts revenus qui tendaient à augmenter le niveau des inégalités. A la même époque, la spécificité luxembourgeoise était au contraire d'avoir une structure relativement polarisée, où la taille de la classe moyenne était assez modeste, même si en même temps pauvreté et richesse extrêmes étaient presque absentes.

Replongé dans la large comparaison que permet le LIS, l'accroissement des inégalités au

Luxembourg est tout à la fois significatif et en même temps assez modeste, et comme il est moindre que celui observé dans les pays nordiques, le pays est au nombre des cas les plus homogènes. En revanche, selon les enquêtes européennes d'Eurostat, les classes moyennes d'un point de vue économique, telles qu'elles sont définies ci-dessus, ont perdu plus qu'ailleurs de leur homogénéité. Ce risque de polarisation devra être analysé, s'il se confirme, dans les années à venir.

Par rapport aux voisins immédiats, le Luxembourg ne fait pas (encore) face aux lourds soucis français (chômage de masse, tout particulièrement des jeunes, inflation des diplômes, panne d'investissement, désindustrialisation rapide, déclin de la place de l'État et moindres recrutements dans la fonction publique) ni à ceux de l'Allemagne (précarisation, travailleurs pauvres, manque de jeunes adultes). Les jeunes au Luxembourg commencent à connaître des niveaux de chômage dangereux mais les problèmes centraux sont: trouver un emploi stable, un revenu permettant de faire face au coût de la vie, un logement, etc. Mais ici l'inégalité strictement économique de revenu n'est pas pour l'heure le principal risque.

Accroissement des inégalités: une fatalité?

La dynamique assez générale de polarisation reste mystérieuse mais a rencontré différents types d'explications. D'une part, certains ont souligné le changement de mécanismes institutionnels, comme le moindre rôle des syndicats, le démantèlement de revenus minima et de régulations, ou la réduction de la pression fiscale. D'autres se sont intéressés à la démographie: le baby-boom, l'immigration, le travail des femmes, le fait que les plus qualifiés se marient plus souvent ensemble. D'autres encore s'intéressent au fonctionnement des marchés: le ralentissement de la croissance, l'importation de biens précédemment élaborés au pays, la désindustrialisation, le biais technologique dans la croissance, la winner-takes-all society.

Ces éléments portent chacun une part de vérité. Mais une autre explication structurale, propre à la

dynamique du capitalisme globalisé, peut être mentionnée. Les plus hautes rémunérations sont celles des dirigeants des entreprises les plus larges qui dans leur rémunération bénéficient d'un pourcentage de l'accumulation de capitaux dans leur entreprise. Pour eux, la nouvelle est excellente: la concentration à l'œuvre dans le capitalisme global est une aubaine puisque les marchés nationaux de quelques millions de consommateurs n'agèrent sont maintenant intercontinentaux et comptent en milliards. Pour les classes moyennes, la situation est très différente car, après avoir mis les classes ouvrières en concurrence, c'est maintenant le technicien chinois et l'ingénieur indien qui entrent dans le jeu. Indispensables dans l'économie européenne des années 1970, les classes moyennes vont devoir faire de nouveau leurs preuves.

Inégalités et contreperformances sociales

De nombreux observateurs considèrent le caractère nocif des inégalités comme une hypothèse de travail. Il convient d'être plus prudent et d'analyser les faits avant d'en juger. Les pays les plus inégaux sont le plus souvent caractérisés par une minuscule classe moyenne, par des élites économiques nettement au-dessus de la masse, et une pauvreté extrême qui peut constituer une véritable menace pour l'ordre social. La chose, observée par Aristote, est toujours vraie, mais pas dans tous les domaines. Les pays les plus inégaux, ceux où la classe moyenne est la plus réduite, ont les taux de criminalité les plus élevés. La proximité des très pauvres et dextrêmement riches est explosive. A niveau de vie égal, ces pays sont marqués par des contreperformances en matière de santé: l'inégalité extrême signifie beaucoup de pauvres, une anxiété sociale forte, la peur permanente de tomber plus bas, et pour beaucoup plus d'accidents, l'impossibilité de se soigner, avec des séquelles qui s'accumulent dès le berceau. D'un point de vue politique, la participation démocratique diminue lorsque les inégalités sont plus fortes. Pour l'accès à l'éducation, l'inégalité pose un véritable problème pour le succès scolaire des enfants des familles les plus en dif-

ficulté. Il existe aussi des exceptions individuelles ou collectives, dans des pays mal partis pouvant rattraper en quelques années.

Ces résultats sont robustes, relativement observés, et de nombreux travaux concluent ici à un lien causal entre inégalités et ces formes de contreperformances sociales. Mais ces questions restent pour l'instant mal connues et de nombreuses investigations doivent encore être menées. Le lien le plus mystérieux peut-être est celui entre inégalités et contreperformances économiques, qui reste très ambigu: la croissance d'aujourd'hui n'a pas de lien évident avec l'inégalité d'hier.

L'existence d'une classe de riches improductifs, vivant de l'héritage de leurs ancêtres et se consacrant au loisir absolu peut être un souci dès qu'un tel groupe social peut bloquer un pays. Le cas de l'Argentine depuis les années 1950 est un exemple de décrochement d'un pays pourtant doté d'excellentes ressources de toutes sortes, captées par des groupes privilégiés par l'accumulation d'immenses rentes agricoles ou par des positions de pouvoir non négociables. En revanche, lorsque l'inégalité va de pair avec l'investissement d'avent et la production de richesses nouvelles, les effets secondaires néfastes de l'inégalité peuvent être contrebalancés par d'autres conséquences plus positives.

En réalité, certains s'inquiètent d'une notion controversée mais intéressante: c'est l'idée d'un «degré excessif d'égalité». Il s'agit du seuil d'égalité économique où, chacun étant rétribué comme son voisin quelle que soit son implication, toute initiative va être réprimée. Lorsqu'un système social détourne ses membres du travail parce qu'ils voient qu'à l'évidence leur sort est plus difficile s'ils ont un emploi officiel que s'ils bénéficient de droits sans rien faire, alors s'ouvrirait une période en spirale, un cercle vicieux où l'effort ne trouverait plus de récompense. Pire, les pauvres pourraient être incités à ne pas remonter la pente car ils perdraient leurs droits. Dans ces débats, on retrouve la maxime attribuée à Confucius: donne au pauvre un poisson, il mangera un jour; apprends-lui à pêcher, sa famille mangera toujours. Le problème de manque d'incitation peut expliquer pourquoi les pays nordiques, par exemple, ayant ouvert la voie n'agèrent aux sociétés de classes moyennes, qui sont allées le plus loin en cette direction, connaissent un reflux vers plus d'inégalité économique. La question centrale, de part et d'autre, est alors celle de la soutenabilité d'un système de croissance, égal ou inégal. Le risque permanent de la première génération d'entrepreneurs est que leurs enfants peuvent préférer manger leur héritage; celui des classes moyennes salariées est de croire que le système de droits sociaux mis en place par la génération précédente se transmet sans contrepartie en termes d'efforts collectifs. C'est la malédiction du succès qui a emporté plusieurs civilisations après leur âge d'or.

* L'auteur est professeur à l'Université du Luxembourg, FNRS-PEARL Chair Social Inequalities.